

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

13

JANVIER

1976

N° 82

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ESPAGNE succès de la grève générale

Hier, la grève générale a été un grand succès pour le prolétariat madrilène. L'extrême droite devant cette volonté de lutte populaire n'a pas hésité à recourir à ces habituelles provocations : des bombes avaient été placées, hier, dans les stations de la ligne de métro «Place d'Espagne-Carabanchel». Or, les travailleurs du métro madrilène avaient obtenu victoire pour leurs revendications.

Ces menées de l'extrême droite, mais aussi la répression féroce des manifestations par la Garde Civile, les arrestations des militants des commissions ouvrières, l'aggravation des conditions de détention, l'occupation par la police des usines en grève, tout cela montre à l'évidence qu'en Espagne, c'est toujours le fascisme.

Et ce fascisme là, les peuples d'Espagne le combattent chaque jour avec toujours plus de détermination. Il y a bien ceux qui, comme les révisionnistes du P«C»E, parle de «rupture démocratique» en théorie, mais qui, dans les faits, rêvent d'une trêve avec Juan Carlos pour une «libéralisation progressive». Mais, face à eux, il y a le camp des peuples d'Espagne, de tous ceux qui, dans les manifestations de ces derniers jours, ont montré leur détermination de combattre jusqu'au bout la solution monarchisée néo-franquiste. Et dans ce combat, la grève générale d'hier n'était qu'une étape : comme les manifestants dans les rues de Madrid l'ont crié : «Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte !»

Camille NOËL

nos informations

«Juan Carlos, escucha, el pueblo está en la lucha !» (Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte !) : «Vous fascistes, vous êtes les terroristes !». Ce sont les cris qui ont été scandés ces derniers jours par des milliers de travailleurs madrilènes lors des manifestations qui ont marqué la préparation de la grève générale à Madrid.

Samedi dernier, 23 militants syndicalistes des

Commissions Ouvrières des usines métallurgiques Fiat Hispana, Pegaso, Electromecanica, Siemens, etc... ont été arrêtés à leur domicile par la police politique. La répression continue donc de s'abattre en Espagne, avec de plus en plus de férocité : les conditions de détention au bagne de Carabanchel se sont de nouveau détériorées ; malgré le froid, les réchauds sont interdits aux prisonniers.

suite page 8

remaniement ministériel

6 sorties 11 entrées

les ministres les plus incapables renvoyés



simple valse de strapontins ; à part les mauvais élèves, tout le monde a eu droit à son fauteuil.

C'est donc hier, en fin d'après-midi, que le «palmarès des ministres» était annoncé. Pas de «bouleversement». Non seulement Chirac, Poniatowski, Lecanuet, mais bien d'autres restent pour poursuivre la même politique. Giscard a simplement remercié ceux qui étaient ouvertement les plus incapables : Abelin (centre démocrate) qui a attiré bien des complications au gouvernement avec l'affaire Claustre. Achille Fould qui ne s'occupait pas assez des PTT, paraît-il ; c'est Norbert Ségard qui vient occuper ce poste «difficile», antichambre de la porte de sortie (Lelong et Achille Fould en ont déjà fait l'expérience).

(Christiane Scrivener) et industries alimentaires (Tiberi) ; rattachés à différents ministères, ils sont là aussi pour la «qualité de la vie».

suite p. 4

Bordeaux : chantier du CHR occupé

Les ouvriers du chantier ont décidé d'occuper à partir du mardi 13. Ils entrent dans leur cinquième semaine de grève, après l'accident mortel du 16 décembre. Leur principale revendication, la création d'un Comité d'hygiène et de sécurité, avait été quasiment obtenue jeudi dernier lors d'une réunion à l'Inspection du travail. Restait maintenant pour eux, la satisfaction de leurs autres revendications : paiement des heures de grève, 13^e mois, intégration de la prime de rendement dans le salaire. Samedi dernier, le patron local de l'entreprise Campenon-Bernard avait donné son accord verbal pour payer la moitié des heures de grève, l'autre moitié étant récupérée.

Or lundi, le «grand patron» de Campenon-Bernard est descendu de Paris et a opposé un refus catégorique aux revendications sur les heures de grève, le 13^e mois et le salaire. Il reprend ainsi tout ce que le patron local avait lâché. La riposte des travailleurs ne s'est pas fait attendre : désormais, ils occupent le chantier. Obtenir un Comité d'hygiène et de sécurité est une première victoire, les travailleurs du CHR Pellegrin de Bordeaux appellent tous leurs camarades travailleurs à les soutenir.

LIBAN

l'armée
intervient
contre la
résistance

Dimanche, un grave incident a opposé des éléments de l'armée libanaise à la Résistance Palestinienne et aux forces progressistes et patriotiques libanaises. En effet, voici une semaine, l'armée libanaise, s'était laissée arrêter par les milices réactionnaires phalangistes alors qu'elle assurait une livraison de vivres au camp palestinien de Tell el Zaater, assiégé par les phalangistes.

«CHINE : le peuple pleure le camarade Chou En Lai»

C'est avec une émotion très intense que plus d'un million de personnes s'est groupé dans les rues de Pékin dimanche pour saluer le cortège funéraire qui emmenait le corps du camarade Chou En Lai vers le crématorium de Papao-shan. Notre photo : deuil sur la place Tien An Men.



dans notre courrier

A la Simflex, il fait bon dans les bureaux du patron, il fait froid dans les ateliers.

«A Simflex, il fait bon dans les bureaux du patron, il fait froid dans les ateliers.

Lundi 5 janvier, à l'usine Simflex (la Brède-33) une «heureuse surprise» attendait les ouvriers de l'atelier ébarbage-polyurethane.

En guise d'étrennes, le chauffage ne marchait pas, à cinq heures du matin, il faisait environ 7° - des ouvriers refusant de travailler dans ces conditions, le chef d'équipe réputé pour sa brutalité, répondit qu'il fallait attendre une décision de la direction pour remettre le chauffage en marche. En clair, il fallait attendre que ces messieurs sortent de leur lit douillet, mettent leur costume et prennent leur toute dernière voiture pour voir s'ils voulaient bien remettre le chauffage en marche. La riposte ne s'est pas faite attendre. Assemblées dans l'atelier, les femmes décident de faire grève jusqu'à ce que le chauffage marche, puis elles partent au réfectoire se réchauffer. Face à cette détermination le patron n'a pas eu le choix, il

a calé, au bout de deux heures, le chauffage marchait.

Cet exemple est limité, mais il montre qu'aujourd'hui, il est possible de faire reculer les patrons sur les conditions de travail, la sécurité. C'est la détermination des travailleurs à lutter, à ne jamais passer sous silence la plus petite question sur cet aspect qui est déterminante dans ce combat.

Toujours dans cette usine, un «fait divers» qui montre bien ce qu'est le syndicat FO. Les femmes enceintes ont le droit de monter dans les autobus de ramassage 5 minutes avant la débauche. La semaine dernière, une ouvrière enceinte, fatiguée est montée dans le bus 8 minutes avant la fin du travail. Une déléguée du personnel FO qui passait par là comme par hasard s'en est aperçue. Sa réaction : elle est immédiatement allée dénoncer cette ouvrière à la direction. Morale : «Syndicat FO = syndicat des patrons».

Corr. Simflex

lettre ouverte aux expropriateurs

Ci-joint une lettre révélant notre point de vue quant à l'expropriation dont nous faisons l'objet ainsi que notre détermination à défendre nos positions.

Nous, habitants du secteur Piat, Envierges, Villa Faucheur, premiers concernés, jamais consultés, par votre projet de rénovation, osons formuler ces quelques remarques :

Vous nous présentez cette opération comme étant à caractère social. Qu'en est-il en fait ?

Pour ce qui touche au logement. Il n'est prévu que 50% d'HLM donc déjà 50% de logements d'autres catégories. Or les prix actuels des HLM sont déjà sans commune mesure avec les loyers en cours dans l'îlot. Que signifie le relogement pour tous ceux à qui, faute de pouvoir payer vous n'offrez comme perspective que les foyers ou la banlieue ? D'autant plus qu'il n'est pas prévu d'opération-tiroir (relogement des habitants sur place). Cela va dans le sens du choix déjà fait par les pouvoirs publics de vider Paris de sa population la plus modeste. Ne nous évoquez pas non plus la crise du logement alors que l'on sait qu'il existe dans Paris plusieurs tours entièrement inhabitées...

Quant aux emplois, les bureaux que vous prévoyez sous couvert de créations d'emplois ne feront que chasser les nombreuses activités industrielles et artisanales du secteur, contribuant ainsi à la transformation de Paris en une ville de bureaux (en bon nombre inoccupés d'ailleurs).

Mais n'est-ce pas plutôt sur des critères de rentabilité et des visées spéculatives qu'a été élaboré ce projet ?

On sait que la Villa Faucheur, sous prétexte d'être insalubre, et c'est faux, offre surtout l'avantage, vu sa faible densité (nombreux pavillons avec jardins) d'être peu coûteuse en indemnités.

Les immeubles de façade échappent à la démolition : quel terrain riche en spéculations futures que ces immeubles donnant sur un espace vert avec pareil point de vue !

En fin de compte, comme à Montparnasse ou à la Place des Fêtes, c'est à la revalorisation de l'ensemble du quartier que vise cette opération de rénovation, en en rehaussant l'image de marque, et en ouvrant ainsi la porte aux appétits des promoteurs.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 Paris de 8h30 à 13h

Toutes vos justifications ne nous convaincront pas que l'on peut abandonner un des derniers îlots de Paris préservé de l'uniformité, où l'on peut encore jouir du calme, de la verdure, de l'air le moins malsain de Paris, d'une atmosphère presque villageoise, pour des immeubles générateurs d'ennui, tristes et anonymes.

Vous qui n'hésitez pas à sacrifier les appartements et pavillons déjà libérés, sachez que ces moyens ne nous intimideront pas. Nous sommes bien déterminés à rester.

Association de Défense des habitants du secteur Piat-Faucheur-Envierges

«des sujets que j'aimerais voir traités»

A propos des articles sur le sionisme, je pense que vous auriez dû assortir sa condamnation d'une analyse du racisme anti-juif en U.R.S.S., Pologne, etc... L'anti-sémitisme a toujours eu une signification politique. On peut l'expliquer en U.R.S.S. par une survivance de l'influence chrétienne. Et cela nous amène déjà à dresser le constat d'échec d'un régime prétendument communiste qui près de 60ans après octobre 17n'apasété capable de «transformer le vieil homme obscurantiste». Mais bien entendu, il faut aller plus loin : l'anti-sémitisme sert la bureaucratie des nouveaux tsars de même qu'il servait celle des anciens.

1° En politique intérieure, les juifs sont les classiques boucs émissaires : on dévie l'attention des masses populaires opprimées économiquement et politiquement sur de faux problèmes. Mieux, on fait passer pour sioniste tout contestataire, même s'il s'agit d'un Tatar de Crimée !

2° L'anti-sémitisme nourrit le sionisme et l'émigration des juifs soviétiques vers Israël. Il est à remarquer que le gouvernement soviétique n'admet pas d'autre destination qu'Israël, même si les émigrés ne sont

pas juifs, ou ne veulent pas se rendre en Israël.

3° En conséquence, on voit que la persécution des juifs en U.R.S.S. founit l'Etat d'Israël en hommes (cadres et techniciens souvent), permettant ainsi la perpétuation d'un «état de ni guerre ni paix» favorable à la pénétration de l'impérialisme soviétique dans la région.

Maintenant, j'aimerais vous voir traiter systématiquement deux questions d'une grande importance pour le peuple et sa mobilisation révolutionnaire.

1° La situation des femmes. Vous avez déjà abordé ce sujet, mais d'un point de vue trop exclusivement économique. Il faut également poser le problème culturel et juridique. Quelques points entre autres : la femme-objet et l'agression pornographique (publicité, cinéma) ; l'oppression de la femme dans la famille traditionnelle (double journée de travail de la mère, éducation réactionnaire des filles, femmes battues...) ; la coutume universelle en France - et pourtant féodale - de nom marital ; le patronyme : la femme mariée ne peut donner son nom à son enfant (on pourrait pourtant imaginer que selon leur sexe les enfants recevraient le nom du père ou de la mère... et justice serait rétablie). La question des femmes doit être traitée convenablement : elles représentent la moitié de la population (et même les bourgeoises parmi elles sont opprimées en tant que femmes), c'est-à-dire une force politique latente considérable. Jusqu'à présent les groupes révolutionnaires n'ont guère fait mieux à

leur égard que le P.«C.»F. : condescendance assortie de miettes.

2° J'attends un article de fond, avec votre prise de position, sur les mouvements des minorités nationales : Alsaciens, Basques, Bretons, Catalans, Corses, Occitans. Je suis moi-même pour un quart alsacien et pour le reste occitan, et je considère que si ces mouvements sont gagnés au marxisme-léninisme ils représenteront une très importante force révolutionnaire pour l'avenir de la France. Mais les revues occitanistes, par exemple, considèrent non sans raisons que les divers mouvements révolutionnaires hexagonaux négligent la spécificité et l'efficacité du combat occitan. Il y a là toute une problématique que je ne peux aborder dans cette lettre, mais qui devrait être débattue dans vos colonnes, à l'occasion de tables rondes par exemple avec des camarades d'organisations bretonnes, basques, corses, occitanes, etc... Dans tous les cas, le combat des minorités forme un tout : culturel (linguistique), économique (crise de la petite agriculture, des petites entreprises, exode, chômage) et politique (dénonciation du centralisme jacobin). Et ce combat s'appuie sur une base sociale populaire, souvent paysanne d'ailleurs, mais parfois aussi ouvrière (Occitanie : Decazeville, Bretagne : St Brieuc).

Veuillez excuser camarades, cette lettre un peu longue et peut-être un peu trop critique. Salutations amicales.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition



La carte postale : 3 F

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 75 924 Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

"Bruxelles est dans les choux"

L'indice des prix industriels des biens nécessaires aux paysans, est passé selon l'INSEE de l'indice 100 en 1973 à l'indice 146 en août 75.

Dans le même temps, les prix à la production sont passés :

- pour la viande de l'indice 100 à l'indice 112,
- pour le lait de l'indice 100 à l'indice 126,
- en ce qui concerne les céréales, Bruxelles ne propose pas d'augmentation au prix d'intervention du blé. Comme la récolte a été inférieure de 20 % cette année on assiste à une chute du revenu agricole dont les agriculteurs faisant de la polyculture-élevage et les petits céréaliers sont les victimes.

A l'initiative de la FRSEA de Bourgogne une manifestation était organisée à Sens le 8 janvier pour exprimer le mécontentement des paysans quant aux propositions de Bruxelles en matière de prix, prix qui seront définitivement fixés pour cette année à la fin du mois.

Avec quelques agriculteurs de notre canton, nous nous rendons à la manifestation. Arrivé à Sens nous nous garons sur le parking et sitôt descendus de voiture nous nous approchons d'un groupe d'agriculteurs, ils sont de l'Yonne, viticulteurs près de Châblis. Ils nous interpellent : « Eh les gars, vous avez amenés des manches de pioches ? parce que nous on a ce qu'il faut ! » Ils montrent ainsi leur volonté de ne pas rester les bras croisés si les CRS se décident à charger. Nous faisons le chemin ensemble pour gagner la salle où se tient le meeting, tout en discutant en chemin nous rencontrons quelques diffuseurs de tracts. Ils sont du

Loiret, dans leur tract on peut lire : « Vous êtes venus défendre les prix mais : Gros agriculteurs vous savez que votre revenu accru vous permettra le cas échéant de bouffer votre voisin. Petits agriculteurs votre situation sera-t-elle vraiment améliorée ? Ne défendez pas ceux qui sont prêts à vous faire disparaître ! »

La discussion s'engage alors avec eux. Ils sont dissidents de leur FDSEA et inorganisés, simplement, ils ne sont plus d'accord. Le service d'ordre de la fédération a voulu les empêcher de distribuer, mais ils sont restés quand même.

Devant le gymnase où a lieu le meeting, trois tracteurs sont prêts, portant des pancartes : « Bruxelles est dans les choux ! ». Des viticulteurs offrent du vin chaud, après une dégustation nous entrons dans la salle.

Elle est pleine à craquer, au fond une grande bande-roule indique : « Les produc-

teurs de lait et de viande ne se laisseront pas enterrer par Bruxelles ». A la tribune, les interventions commencent, elles seront nombreuses, mais aussi très variées. Il y aura bien sûr sur les positions officielles faisant leur coupier traditionnel sur la nécessité de l'unité syndicale entre gros et petits paysans. Les gros céréaliers de l'AGPB se plaçant dans la perspective de l'impérialisme français diront : « La France n'a pas de pétrole, mais elle

produits industriels qu'ils organisent ».

Vers 13 h c'est la manifestation. Le Service d'ordre de la FRSEA contrôle tout. « A cette heure on ne risque pas de rencontrer grand monde » disent les paysans. La ville est vide, les gens prennent leur repas. Arrivés devant la sous-préfecture, certains s'arrêtent, mais il faut continuer et la dislocation est annoncée. C'est la déception, la manifestation par



a des céréales » et essayeront d'expliquer comment se servir, à l'exemple des pays producteurs de pétrole, de « l'arme des céréales ».

Mais les interventions qui seront applaudies, ce sont celles qui dénoncent l'unité syndicale, comme celle d'un jeune dirigeant du CDJA de l'Yonne, ou celle s'en prenant à Bruxelles... et au pouvoir : « Les pouvoirs publics se cachent derrière Bruxelles pour camoufler la hausse des charges et des

sa brièveté n'a pas répondu pleinement à la colère de ceux qui y participaient.

Mais la prise de conscience des paysans du rôle joué par « leurs » dirigeants s'accroît. En témoigne la prise de position des paysans du Loiret. Ils ont franchi le pas, mais ceux qui ne l'ont pas fait n'en pensent pas moins : « Lutter contre les prix c'est bien joli, mais il faudrait s'en prendre aux prix industriels » grognaient certains en regagnant leur voiture.

l'expulsion ou... le licenciement d'un paysan en saone et loire

Une ferme de 14 hectares, au « Boulet » de Serley en Saône & Loire, dont le propriétaire est l'ancien recteur de Dijon, est louée en 1970 à un prix fort élevé, à Mr. B. Elle est dans un état d'abandon complet : terres en friches, pas d'électricité, ni eau. A ce jour, le fermier est menacé d'être expulsé le 16 mars 1976, par son propriétaire qui n'est pas à son premier coup, puisque c'est le 3ème fermier qu'il fait partir. Tout a commencé lorsque Mr. B. a passé avec les Grands Moulins de Dôle, rachetés par Sanders, un contrat d'intégration.

Les petits veaux et la farine sont fournis par Sanders, et l'éleveur est obligé de chercher ses débouchés. Et, après avoir payé la farine et les petits veaux, il lui reste de ce premier lot 3 000 Frs de dettes pour nourrir sa famille. Sanders pousse l'agriculteur à renouveler le contrat, pour soi-disant rembourser les dettes. En fait, des veaux crévent le jour de l'arrivée, d'autres plus tard, si bien que le paysan s'endette encore.

Sanders le somme de payer sa dette, ce qu'il ne peut pas faire. De plus le propriétaire réclame en

même temps son fermage. Simple coïncidence ? Il se trouve qu'ils ont les mêmes hommes de loi à leur service.

Le fermier s'adresse alors à la FDSEA, qui lui indique qu'elle ne peut le défendre. Ce syndicat lui retire même sa carte et lui rembourse sa cotisation de l'année en cours ! A ce moment là, les deux complices, Sanders et le propriétaire, se complètent. Lorsque l'un recule sous la pression des paysans organisés en Comité de Défense Franche Comté Elevage, l'autre en profite pour attaquer et obtient l'arrêté d'expulsion.

Pour l'instant, l'éleveur est autorisé à rester jusqu'au 16 mars 1976. Mais apparemment, des coups de téléphone bien placés l'empêchent de trouver une autre ferme. De toute façon, il s'agit pour lui de rester sur les lieux et de faire face à la menace de licenciement, contre ces deux requins.

Pour le moment, le propriétaire a atteint son but, mais la mobilisation des paysans pourra faire tourner le vent.

Correspondant
Montceau-les-Mines

Nous avons reçu une longue interview de deux paysans de la vallée de Serein dans l'Yonne. Nous en passons les principaux extraits.

lutte contre un cumulard

« J'APPRENDS ALORS QUE MES BÊTES ONT ÉTÉ MISES A LA FOURRIÈRE »

Claude, un fermier de la vallée du Serein travaille sur 60 ha en location (la plus petite ferme du coin - région en pleine restructuration capitaliste agricole) il pratique la polyculture. Depuis presque un an, il travaille avec Michel, son ami, futur associé qui vient de « plonger », suite à la chute vertigineuse des prix à la production de la viande de taurillons (au profit des gros capitalistes de la viande : P. Doumeng, membre bien connu du P.C.F.). Depuis 2 ans, Claude est aux prises avec des problèmes de location de pré et victime de cumulards et de la justice bourgeoise au service des gros exploitants.

Pour mieux comprendre, interrogeons Claude et Michel.

QUOTIDIEN DU PEUPLE : Claude, tu louais un pré de 8 ha pour entretenir tes bêtes, tu as été obligé de le quitter, peux-tu nous expliquer pourquoi ?

- Je pouvais utiliser ce pré suite à un accord verbal que j'avais passé avec le proprio, à la fin de ce bail, les choses ont mal tourné pour moi car le cumulard du coin qu'on appelle Napoléon a soudoyé le proprio pour s'entendre alors qu'il savait que j'en avais besoin. Napoléon se trouvait sous le coup de la loi du cumul, c'était mon seul recours pour pouvoir récupérer mon outil de travail. Je suis syndiqué à la FDSEA, j'ai donc averti un responsable pour lui demander d'intervenir.

QDP : Peux-tu nous dire ce qu'ont fait les organisations syndicales FDSEA et CNJA ?

- La fédé a fait la sourde oreille, le CDJA fait du suivisme par rapport à la fédé, alors les choses étaient claires, il fallait que je me débrouille tout seul. Tu sais depuis ce jour-là, j'ai commencé à me poser des questions sur ces syndicats, d'abord c'est pas clair, quand tu vois Noncques le président capitaliste agricole, tu te poses des questions.

QDP : Tes bêtes étaient donc à la rue, il te fallait trouver l'équivalent de ce pré rapidement, même au prix fort, qu'as-tu fait pour cela ?

- En février 74, j'apprends dans un journal local (l'Auxois libre) qu'un pré municipal CLOS avec EAU est à vendre en ad-

judication par le notaire d'Époisse (commune de Côte d'Or, à 20 Km de chez moi) sur demande du maire de cette commune. C'est contraint par les nécessités que je me suis rendu à la vente en mettant légèrement plus que le prix pratiqué par les syndiqués, je le savais mais encore une fois comment faire autrement ?

Sur la base de la confiance, « qu'on devrait avoir dans un maire et un notaire », j'ai passé l'acte d'exploitation par téléphone avec le notaire. Toujours aussi confiant, j'ai foutu mes bêtes dans le pré sans vérifier si les caractéristiques correspondaient à la publicité du canard.

Mais quelques temps après, les flics viennent me signaler que mes bêtes se sont échappées. La raison ? Le pré est très mal clos, avec, sur 150m un seul rang de fil de fer pourri, soutenu par des pieux trop espacés pour une clôture de ce type. L'eau ? Un puits sans pompe ni auge mais mes bêtes n'ont pas appris à boire au fond d'un puits ! (une pompe ça vaut 600 F). J'exige alors de Vireli qu'il mette ce pré en état, il promet, fait deux-trois bricoles. Quelques jours a-

près, les flics reviennent en me disant que j'ai 2 vaches et 2 veaux en fourrière chez... Vireli ! Pourquoi ? Parce qu'elles sont sorties et ont fait « des dégâts ». J'apprends que mes bêtes sont mises en vente par Vireli pour rembourser les frais que l'assurance ne veut pas payer.



QDP : Qu'as-tu fait devant cette attaque ?

- Sur le conseil de la fédé j'ai pris un avocat pour arrêter la vente. Elle a été stoppée, mais les bêtes resteront en fourrière à ma charge !

QDP : Vireli a réattaqué en abusant de ses pouvoirs,

ton avocat t'a-t-il défendu ?

- L'avocat ne m'a absolument pas défendu, ce qui montre bien qu'il est du côté de Vireli. La note présentée est lourde si je suis obligé de payer, c'est ma fin.

QDP : Tu as perdu en appel, en juin 75, les bêtes

les bêtes en fourrière et que l'on peut les prendre sans payer comptant. On colle des affiches massivement avec le PCR, on distribue un maximum de tracts. Les gens réagissent bien. On ne s'est pas dégonflé, on a décidé de ramener les bêtes à pied, 20 km, c'était la «longue marche» sous un soleil de plomb ! Vireli n'a pas pu s'opposer.

QDP : Que pensez-vous de la justice ?

C : Dans cette affaire, c'est clair qu'il y a eu des magouillages monstres et je suis sûr que tous les gars comme nous, petits quoi, c'est pour eux la même chose.

M : Oui, là c'est clair, la justice est pourrie, les lois sont faites pour les gros. Sur ce terrain là on perd d'avance.

C : Il faudrait qu'on lise le Quotidien du Peuple, on le sait que c'est nécessaire mais c'est difficile, on se lève à 7h et on se couche à minuit. J'espère quand même que tout cela sera dit dans le Quotidien du Peuple, on vous fait confiance, il y a encore peu d'articles sur la vie des paysans. Je pense que celui-ci est intéressant, il y a pas mal de questions soulevées. On en reparlera, s'il le faut.

politique

LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL

suite de la une

Parmi les 11 nouveaux venus, dont un certain nombre d'inconnus, il faut relever Lipkowski (UDR) qui remplace Abelin à la «coopération» et Stoleru qui devient secrétaire d'Etat au «travail manuel». C'est ce conseiller de Giscard, qu'on voyait comme par hasard assez souvent à la télévision ces dernières semaines. C'est ce «spécialiste du travail manuel» qui au nom de sa théorie de la «nouvelle croissance» veut faire vivre une famille de 4 enfants avec 1500 F et développer systématiquement le chômage partiel sous prétexte que les ouvriers pourront ainsi travailler quand ils le veulent, «à la carte» en somme. Imposer le chômage, bloquer les salaires, tel est l'objectif de Stoleru qui après avoir été conseiller devient membre du gouvernement de Giscard. C'est tout dire sur ce qu'attend les travailleurs, avec cette «promotion».

Ce nouveau gouvernement ressemble au fond très étroitement au précédent. Il ne s'agit pas d'un quelconque rééquilibrage. Lecanuet, a-

pres ses échecs dans le regroupement des centristes et ses querelles avec Poniatowski est gratifié d'un «lot de consolation»: il devient ministre d'Etat. Si des RI entrent au gouvernement (Medecin et sans doute quelques-uns des inconnus) d'autres le quittent (Ducray...). Jarrot et Abelin (UDR) partent, Lipkowski arrive. Il y aura quelques centristes de plus. En tout cas ces remplacements se font au sein même de l'actuelle majorité présidentielle car manifestement, le temps n'est pas venu d'ouvrir plus largement la majorité en commençant par ceux qui ont quitté l'union de la gauche (comme Caillaud) en poursuivant par le regroupement de la «famille radicale» et au-delà en proposant l'ouverture au PS. Giscard le laissait entendre hier soir, à la télévision, : *«Si les circonstances politiques conduisaient à un changement d'orientation, il y aurait un changement de gouvernement»*. En attendant ce remaniement n'est qu'un épisode anodin pour poursuivre fondamentalement la même politique.

lutte anti-pollution Jarrot à la poubelle !

Avant d'être renvoyé du gouvernement pour incapacité trop voyante, Jarrot aura encore fait parler de lui. La Bièvre, petite rivière qui se jette dans la Saône charrie des paquets de boues jaunes et rouges que n'apprécient guère les poissons et les riverains. Après prélèvements et enquête les responsables de la pollution ont été identifiés : il s'agit d'une usine de choucroute et d'une sucrerie, d'Aiserey en Côte d'Or.

Il y a deux mois, au cours d'une fête pompeuse et en présence de nombreuses personnalités, Jarrot avait vivement félicité M. Balland, PDG des sucreries de Bourgogne pour la victoire remportée dans la lutte contre la pollution des eaux par son usine d'Aiserey.

Maintenant que Jarrot se retrouve au chômage pour cause de dépolluissage gouvernemental, il pourra toujours poser sa candidature comme directeur de la publicité des sucreries de Bourgogne.

Affaire HAZAN

FINANCEMENT D'UNE EXTRÊME DROITE BIEN UTILE POUR CERTAINS...

L'affaire Hazan n'a pas fini de faire parler d'elle. Déjà, certains membres du commando (les frères Dech, et Daniel Moshini) avaient fait connaître leurs sympathies pour les mouvements d'extrême droite français et italiens. Mais c'est avec l'avis de

l'escroquerie de 350 millions d'anciens francs d'octobre chèque touché à un compte fantôme à la banque où Brunini a son compte?

On peut douter de l'efficacité dont la police fera preuve pour répondre à ces ques-



Un meeting fasciste en soutien à Giscard lors de la campagne électorale de 74.

recherche de Jacques Prevost (fasciste notoire) et la mort «accidentelle» - une bombe lui a explosé entre les mains - de Alain Gobbet, vendredi soir que ces hypothèses ont trouvé un début de confirmation. Le rapt de Mr Hazan, et peut-être le rackets dont il a été victime, seraient destinés à alimenter les caisses noires des mouvements d'extrême droite. L'identité d'un certain nombre des hommes inculpés impliqués dans cette affaire, ainsi que les éléments publiés par «Libération» dans son édition du 12 janvier à leur sujet ne laissent guère de doutes.

Un certain nombre d'aspects restent obscurs : Brunini, présenté la semaine dernière comme le «cerveau» a successivement prétendu avoir agi pour résoudre les difficultés financières de son entreprise de nettoyage, puis par racisme antisémite. Or ce monsieur faisait d'excellentes affaires, et pas seulement dans le nettoyage industriel. D'autre part, qu'était venu faire son frère, directeur d'une agence de voyage à Johannesbourg, et porteur d'une somme de 12 000 francs pour Ugo Brunini ? Qu'en est-il de

tions. Car si cette affaire a bien été utile à Poniatowski pour alimenter sa campagne «contre la criminalité» et pour rehausser les mérites de sa police, elle pourrait gêner les giscardiens à plus d'un titre. Car soyons clairs : ces organisations d'extrême droite, dont la rançon pouvait être un moyen de financement, sont les mêmes que celles qui ont assuré le service d'ordre de toute la campagne électorale de Giscard. Ce sont les mêmes auxquelles s'était adressée la DST pour recruter un certain nombre d'exécutants. Les gaullistes avaient à leur disposition les barbouzes et autres réseaux Foccard. Tous n'ont peut-être pas accepté de reprendre du service pour le compte de Giscard... Alors quand Poniatowski déclarait inadmissible que des «deniers publics faisant partie du bien commun» ne devaient sous aucun prétexte être remis sous forme de rançon, il y a là un humour au second degré dont on ne croyait pas capable le ministre de l'intérieur, qui affirme bien haut qu'il ne faut pas voir de la politique là où il n'y a qu'affaire... de caisses noires.

quelques éléments donnés par «Libération» sur les ravisseurs

Daniel Moschini : *fasciste notoire en Italie, connu par ses collègues de Faire Front et du PFN sous le nom de Miguel, en tant que responsable des commandos du GIN, ou comme délégué du 13^e au congrès d'Ordre Nouveau.*

Les frères Pech : *arrêtés à la Bastille, ils ont «fait» le service d'ordre d'Ordre Nouveau, Faire Front et PFN, et enrôlés à ce titre parmi les nerfs du service d'ordre giscardien pour les élections.*

Marcel Pech : *leur père, recherché, trésorier de l'ex Ordre Nouveau. Sa présence dans le commando devait éviter pas mal d'intermédiaires...*

Jacques Prévost : *recherché (?), organisateur présumé de l'enlèvement. Il a commencé dans les commandos delta de l'OAS, et avait été condamné à mort après sa participation à l'attentat du Petit Clamart contre de Gaulle. Amnistié en juin 68, il avait été candidat Ordre Nouveau lors des élections en 1971.*

Alain Gobbet : *tué par l'explosion d'une bombe vendredi, ce qui est plutôt surprenant de la part d'un ami de Prévost, qui n'était pas un débutant.*

Alain Robert : *non inculpé, mais entendu par la police, était responsable du service d'ordre giscardien, aux élections.*

affaire Markovic : on étouffe

La Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris a prononcé un non lieu en faveur de Marcantoni, inculpé de complicité dans le meurtre de Markovic, ancien secrétaire de Alain Delon. C'est une nouvelle qui réjouira ceux qui avaient été mis en cause dans cette affaire : notamment Alain Delon et des personnalités du show-business et des politiciens bourgeois. Les raisons de l'empressement mis à enterrer cette affaire n'ont rien de mystérieux. Isorni, avocat de Pétaïn à la libération et de Marcantoni maintenant se félicitait de ce que les dernières audiences se soient déroulées à huis clos, en raison du risque d'explosion sociale que certaines déclarations comportaient.

THÉÂTRE
(Cartoucherie de Vincennes)

Mardi 13, mercredi 14, jeudi 15 :
19 H : Accueil,
20 H 30 : «Histoire, vieille taupe, tu as fait du bon travail» Troupe Z

Mercredi 14 janvier :
14 H : Matinée enfantine
Le mime Duval et son limonaire, Théâtre à bretelles, manège, goûter, spectacle.
5 francs l'entrée, tarif réduit pour les groupes.

LIEVIN

LA HONTEUSE DÉCLARATION DE MONSIEUR HECQUET un outrage aux mineurs

13 jours après l'anniversaire de la catastrophe du 27 décembre 1974, les Houillères en la personne de Monsieur Hecquet, directeur général des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, après avoir constaté avec soulagement le calme voulu et surtout bien organisé des manifestations et des hommages rendus au 42 mineurs, les Houillères, par la voix de Monsieur Hecquet, ont l'indécence de faire publier le texte suivant :

A l'origine de l'accident, on ne trouve aucune infraction au règlement général d'exploitation des mines, ni aux consignes du service des mines.

Cela voudrait dire en clair que les Houillères ne sont absolument pas res-

ponsables de cette catastrophe. Or tous les mineurs et retraités actuels de la France entière savent que pour en arriver à une telle catastrophe, il faut bien que soient réunies les conditions qui la produisent.

Donnons un exemple. Il existe des exercices de tir, organisés par les Houillères, sur un terrain dans un lieu construit à cet usage. Ces exercices réunissent des cadres supérieurs, des cadres, des boutes-feu et des ouvriers et consistent à produire une explosion. On dépose dans une buse quatre à cinq saux de poussière fine, on apporte la dose de grisou nécessaire pour faire exploser et on fait exploser. Avant l'explosion, un coup de sirène retentit pour préve-

nir les habitants du voisinage pour qu'ils ouvrent leurs fenêtres pour prévenir les effets de l'explosion. Quant l'explosion se produit, on peut lire l'effroi sur chaque visage, cadres, ouvriers, boutes-feu, qui sont pourtant endurcis et qui vivent quotidiennement au fond de la mine. Et chacun pense que quand ça arrive au fond, ça doit être effroyable. Chaque mineur se pose la question : mais que doit-il se passer au fond lorsque les mêmes conditions sont réunies ? (teneur explosive de grisou et poussière). Il fallait donc bien que ces conditions là soient réunies le 27 décembre 1974 à la fosse 3

«On ne trouve aucune infraction aux règlements de sécurité à l'origine de

l'accident» dit Hecquet. Si c'était vrai, cela voudrait dire que le règlement n'est pas bon, mais en plus c'est faux, parce que le ventilateur qui était à l'entrée d'une voie en cul-de-sac, a été démonté quelques jours avant et si il y a une galerie en cul-de-sac, il doit y avoir un barrage ou un aérage secondaire : un ventilateur. Et le flexible qui serait à l'origine de l'explosion, il a beau rôle ! Si le flexible était mauvais, c'est qu'il n'avait pas été changé et il faut de toute façon que la teneur de grisou y soit. Or ça la direction n'en parle pas. Ce qui choque les mineurs justement, c'est qu'il n'y a pas eu de contrôle de grisou. Pourquoi ne pas avoir fait dévaler des arroseurs pour neutraliser la poussière ?

La direction ose dire : «Dans l'état actuel de la technique, il est pratiquement impossible de supprimer les risques». Pour quoi pas de ventilateur, pas de télé-grisoumètre, pas d'arrosages ? Ça existe, mais on ne s'en sert pas.

Si on voulait supprimer les risques, il faudrait fermer les puits !

La direction, en clair, pose la question suivante : Que préférez-vous, qu'on ferme les puits, que vous soyez réduits au chômage, ou acceptez-vous d'être tués et soumis au rendement, ce qui vous conduira inévitablement alors à mourir de silicose ?

Pour grossir les caisses capitalistes, on fait envoyer les mineurs à la mort. Un mineur de Liévin

communiqué du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

Ce matin la radio a donné connaissance d'une intervention au domicile d'un responsable parisien des Houillères, Mr Gardent.

Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) tient formellement à préciser qu'il n'a en aucune manière participé à cette intervention ; qu'il n'entre-tient aucun rapport avec le groupe signataire de cette intervention dont il ignore l'existence, il refuse de la sorte toute insinuation tendant à assimiler cette intervention à l'enquête et à la dénonciation de masse que les mineurs réunis dans la Commission Populaire d'Enquête de Liévin ont menées et continuent de mener avec le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) pour faire toute la vérité sur ce crime du capital que constitue la mort des 42 mineurs de Liévin et exiger que justice soit faite.

Comme il l'a clairement indiqué à plusieurs reprises le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) indique en l'absence de seules des actions conçues et organisées avec le soutien et la participation des mineurs doivent être entreprises ainsi qu'il en a été lors du Tribunal Populaire de Liévin où plus de 2 500 personnes dont de nombreux mineurs et leur famille ont dénoncé la responsabilité des Houillères dans la catastrophe du 3 de Lens.

E.T.I.T. «nous n'acceptons pas qu'Henri reste à la porte»

1972, H. Astic, délégué CFDT dans une entreprise de peinture de Tournon (Ardèche), les E.T.I.T., était licencié par une direction «de choc» pratiquant la répression anti-syndicale avec un zèle qui doit séduire Ponia. Depuis, la mobilisation des travailleurs de leur Union Locale CFDT et des militants H.A.CUI.TEX., avait permis la réintégration du délégué (qui avait été licencié contre l'avis du Comité d'Entreprise et de l'Inspection du Travail).

Manifestations, meetings, actions en justice se sont succédés sans trêve pendant 3 ans pour cela. Après la décision exécutoire du tribunal de Montpellier (en juin 75) «reconnaisant le bien fondé de la réclamation» des travailleurs, Henri Astic était réintégré le 29 décembre dernier, grâce à la pression exercée par ses camarades pour que soit appliqué enfin ce jugement. Et voilà que les E.T.I.T. ont trouvé le moyen de tourner à nouveau cette décision qui remet en cause leur arbitraire patronal de «caïds» locaux : 2 janvier, en guise de «bonne année», la direction licencie à nouveau Henri, prétextant un «collage d'affiches politiques» et exigeant «des excuses» pour des faits antérieurs à sa réintégration.

De nouveau la mobilisation s'organise : «Nous n'accepterons pas qu'Henri reste à la porte» déclarent les ouvriers des E.T.I.T., qui veulent briser le silence entretenu par la presse locale sur cette «4ème année de lutte pour la réintégration d'H. Astic et la libre expression syndicale et ouvrière» qui s'ouvre avec 76.

Pour tout soutien, on peut écrire :
Henri ASTIC,
Le Colombier
07 300 St. Jean de Muzols

Etablissements Brossette (Marseille)

«ON N'EST PAS PARTIS EN GRÈVE POUR S'ARRÊTER DEMAIN»

Situé au Canet dans les quartiers nord de Marseille, l'établissement Brossette sert d'entrepôt pour Pontamousson, Vallorec... pour les fournitures de tuyauteries, de chauffage, etc...

Depuis lundi 5 janvier, 70 travailleurs de cet établissement sont en grève illimitée, à l'annonce de 24 licenciements, confirmés vendredi 9 janvier au cours de la réunion du comité d'entreprise. Sur ces 24 licenciements, deux mutations internes sont proposées à des vendeurs qui seront licenciés en cas de refus.

Actuallement les 24 licenciés n'ont pas encore été nommés, chacun recevra sa lettre chez lui. Pour ce même délégué CGT «Notre force de frappe, c'est le magasin, les gars ont en moyenne 15 ans de boîte, c'est moi le moins ancien avec 4 ans. C'est au magasin que l'exploitation est la plus forte pour une paye de 1 680 Frs par mois et 40h par semaine».

Déjà presque toutes les 32 succursales françaises ont été contactées par téléphone «Les deux plus proches, Ane-Prince à Aix et Brossette-Bal dans la zone industrielle de Vitrolles doivent aussi se mettre en grève pour bloquer toute la région de Marseille. C'est un des premiers objectifs que nous nous donnons».

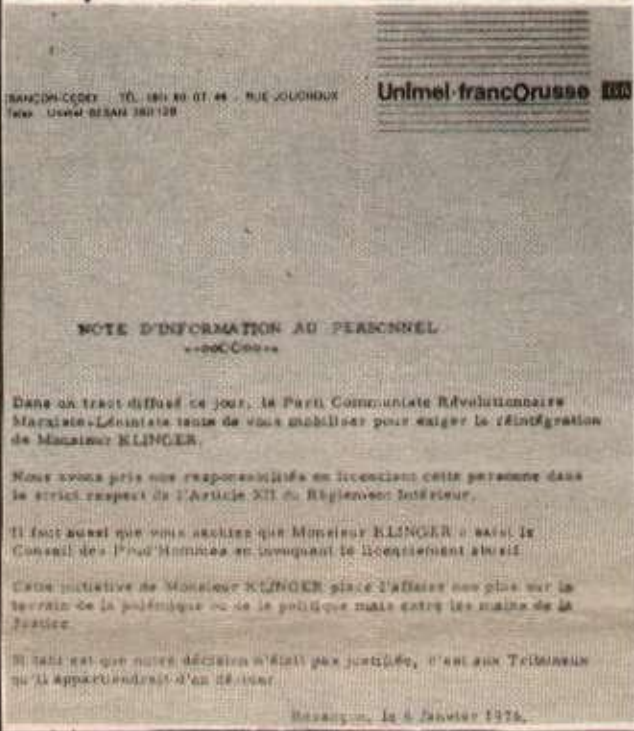
Au sein de la CGT, deux conceptions s'affrontent pour lutter contre les licenciements :
- non aux licenciements
- non aux licenciements sans reclassements préalables, soutenus par les réformistes. « Pour certains, des reclassements pourront se faire dans la région marseillaise mais ils ne voient pas que la direction peut en envoyer aussi bien à Aix, qu'à Toulon, Béziers, Montpellier, Avignon ou ailleurs».

Vendredi, après un vote à bulletin secret, les travailleurs se sont prononcés pour la poursuite de la grève : On n'est pas parti en grève pour s'arrêter demain. Ce qu'il faut, c'est organiser la solidarité dans les quartiers nord.

Les 10 cadres non-grévistes n'ont plus le droit de pénétrer dans l'entreprise.

Robert RIVIERE

Unimel fac similé d'un communiqué au personnel de la direction



les grévistes de Griffet vendent... une grue !

Les ouvriers de Griffet à Marseille, qui occupent leur entreprise depuis près d'un an, pour s'opposer à leur licenciement collectif, ont vendu une grue routière de 25 tonnes, fabriquée dans leurs ateliers. Elle a été embarquée hier à destination de la Libye. C'est la deuxième grue qu'ils vendent ainsi, la première ayant été achetée par une entreprise d'Arabie Séoudite !

grève à la RATP aujourd'hui



Hier dans l'après-midi, le mot d'ordre lancé par les syndicats FO, Autonomes, CFTC, CGT était maintenu. Seule la CFDT a refusé de s'y associer. Dans la mesure où, parmi les roulants, le syndicat autonome est le plus nombreux, le trafic risque d'être largement perturbé, et les travailleurs auront sans doute beaucoup de mal à se rendre au boulot. Même si cette fois, le trafic est davantage réduit que le 5 novembre, ce mouvement, déclenché à l'origine par le syndicat autonome, est loin de faire l'unanimité des travailleurs de la RATP.

Des conducteurs de métro, syndiqués CGT, que nous avons rencontrés hier sur leur ligne nous disaient qu'ils refusaient d'y participer. Ils ne comprennent pas pourquoi participer à une journée d'action à l'initiative d'un syndicat (Autonomes) qui les a «lâchés», comme ils disent chaque fois que CGT et CFDT lançaient une action. Et surtout, les actions me-

nées fin 75 les ont déçus, dans la mesure où ils ne les considéraient que comme un point de départ pour une lutte de plus grande ampleur. Il y a aussi le fait que le syndicat autonome met l'accent seulement sur la revendication des 104 jours de repos, alors que pour eux, ce n'est qu'une revendication, parmi d'autres : les retraites, la sécurité, l'embauche... C'est pour ces raisons que la CFDT a refusé de s'associer à cette journée et il semble qu'un grand nombre de syndiqués CGT fassent le même raisonnement. Ce que tous veulent, nous avons pu le constater lors de la grève du 5 novembre, ce n'est pas des journées d'action sans lendemain, qui n'aboutissent à rien. Le 5 novembre, ils posaient largement la question de la solidarité nécessaire de l'ensemble des travailleurs, qui ne peut évidemment s'approfondir sérieusement à l'occasion de journées à répétition, et qui n'aboutissent pas.

Monique CHÉLAN

communiqué

Dans le cadre de la journée «rencontre sur le chômage», mercredi 14 janvier, à 20 H 30 à Lyon projection du film «les raisins de la colère», au cinéma Ariel le film sera suivi d'un débat (entrée gratuite)

le chômage au quotidien

jeunes chômeurs dans un grand ensemble

C'est désert, c'est triste, c'est des grands blocs de béton les uns sur les autres, ça s'appelle «Ville Nouvelle», c'est Hérouville à côté de Caen. Comme dans tous les grands ensembles, les ouvriers partent le matin à l'usine et rentrent le soir. Dans la journée, c'est l'ennui mortel du béton. Il y a déjà eu plusieurs suicides de femmes, conséquences de «dépressions nerveuses». C'est pas drôle pour les femmes qui ne travaillent pas et encore moins pour les chômeurs, surtout les jeunes.

Dans un des blocs, dans un petit studio, j'ai rencontré plusieurs de ces jeunes : Jean-Claude et Marc sont au chômage, Pierre a trouvé du boulot à l'intérim depuis peu après être resté un an sans travail, Serge lui, n'a jamais

été chômeur, mais comprend les problèmes de ses copains.

Bien sûr, ce sont les mêmes problèmes qui reviennent sur le tapis. Pour le fric, c'est «la démerde», car les indemnités, pour Jean-Claude elles ne sont pas lourdes et Marc n'en a pas, car, en sortant du CET, il n'a jamais trouvé de travail. Ils vont de temps en temps au «marché de gros» décharger des camions. Sinon, la vie pour eux, c'est celle de tous les chômeurs : ANPE, annonces, «on vous écrit», «la place est déjà prise»...

Pierre a eu de gros problèmes avec ses parents quand il était sans travail : «Sans arrêt, c'était les réflexions. C'est vrai que c'est pas marrant pour eux, mais je n'ai jamais pu

discuter. Ils ne croyaient pas que je n'arrivais pas à trouver du boulot. Et puis, j'étais le mauvais exemple pour la famille : chez nous, on est six et j'étais le seul au chômage. Quand je disais quelque chose, aussitôt ils répondaient : «Tu n'as que ce que tu mérites, tu n'as qu'à travailler».

Alors, un jour j'en ai eu marre et je suis parti de chez moi. Cette incompréhension de la part des parents, elle n'est pourtant pas fatale, elle peut être combattue. C'est ce qu'a fait Bertrand, un de leur copain. Jean-Claude raconte : «Son père disait toujours qu'il ne voulait pas chercher sérieusement du boulot. Un jour, il en a eu assez, il l'a emmené avec lui. Ils ont passé la journée ensemble, pour le circuit habituel. Le soir, le père avait com-

mencé à changer de ton et après une deuxième expérience, il a reconnu qu'il avait tort».

«Et vous, à part les annonces, comment passez-vous vos journées ?» c'est à Jean-Claude et Marc que je m'adresse. «Au début, on restait ici, mais c'est mortel. Alors, maintenant on descend à Caen, on essaie de passer le temps comme on peut, mais sans argent, c'est pas marrant. On est tenté de faire des bêtises, dans les magasins par exemple». Après les problèmes financiers, l'ennui, le désœuvrement, c'est ce qui les touchent le plus. Un autre aspect du chômage a frappé Serge : «Le pire, je crois, c'est le gars qui apprend un métier ou fait des études en s'imaginant qu'il aura une bonne place bien payée. Quand il sort de l'école, il

tombe de haut ! J'avais un copain comme ça, il en avait pris un sacré coup au moral».

«Pour te montrer un peu dans quel état d'esprit on peut arriver, c'est Jean-Claude qui parle, quand je sors avec une petite amie, j'ai honte de lui dire que je suis chômeur, alors je mens, je dis que je travaille. On a vraiment l'impression d'être des gars à part». Serge enchaîne : «C'est vrai, les gars même parfois entre copains, ils sont gênés pour dire qu'ils sont sans boulot. Moi je comprends très bien cette situation, mais c'est vrai que beaucoup de ceux qui n'ont jamais été au chômage ont du mal à comprendre». Marc intervient, la rage au cœur : «J'ai demandé à avoir des bons de la mairie pour manger, c'est pas grand chose

mais c'est toujours ça. Déjà que c'est pas marrant d'être obligé de demander, on a l'impression de faire la queue, et bien la municipalité (pourtant de gauche) a fait une enquête à mon CET, chez mes parents, partout... On sait bien, pour eux, on est des voyous».

Quand je leur demande ce qu'il faut faire pour sortir de là, c'est une profonde révolte qui éclate : «Il faut faire du bruit, des occupations, des manifestations... Ça ne peut pas durer, on en a marre. Et puis, il faut faire comme Bertrand, leur faire comprendre à nos parents que ce n'est pas de notre faute si on est au chômage».

Gérard PRIVAT

Notre envoyé spécial a montré hier la volonté d'indépendance du peuple sahraoui. Aujourd'hui, il nous montre comment, pour concrétiser cette volonté, le peuple sahraoui s'est organisé au sein du Front POLISARIO (Front de Libération de Saguiaat El Hamra et Rio de Oro).

nous n'avons qu'une organisation : Le Front Polisario

«NOUS ARRIVONS DE JDIRIA»

A la nuit un camion arrive. Des hommes et des femmes en descendant, puis il est déchargé : une vingtaine de chèvres, un âne : c'est le premier âne de l'histoire du camp à arriver. Et puis des paquets, des cantines de fer qui sont amassés en un tas tandis que les femmes sont conduites avec leurs enfants dans des tentes où on leur sert le thé. Dès demain, ils auront leur place et leurs tâches dans le camp. «nous arrivons de Jdiria. Nous sommes partis

ennemi. Ici, dans les camps, nous sommes tous Sahraouis», nous dit Dahmane Sghegr, un jeune enseignant venu de Mauritanie. «Le Front POLISARIO a détruit le tribalisme parce que les jalousies entre tribus sont un obstacle pour la lutte. Avant le colonialisme, la tribu était une communauté ; les tribus du Saguiaat étaient regroupées au sein du conseil des 40 Aït Ardse. Mais les Espagnols ont acheté les sheiks en leur offrant des burnous, ils ont écarté ceux qui leur résistaient, ont transformé le conseil des 40 en un organisme

vivre, avec le Front, nous avons appris à penser les choses au niveau de tout notre peuple, au niveau du monde entier». Nous sommes à Mulecta. La femme qui nous parle, est assise droite, son enfant sur les genoux. Il y a cinq ans qu'elle habite là, près de ce point d'eau où les Espagnols avaient installé un poste. Dès qu'elle parle du Front, elle ponctue ses paroles en frappant avec sa main.

«Avant l'existence du Front, je ne croyais pas à mon peuple, il était colonisé, il n'y avait rien. J'étais soldat dans l'armée mauritanienne. Avant je n'avais rien contre la Mauritanie mais quand ils m'ont dit qu'ils allaient attaquer les Sahraouis et les tuer, je suis parti. Maintenant, je crois à mon peuple. Il est impossible à la Mauritanie de nous battre parce que nous avons les moyens : ce sont les masses». Toute la force du Front est là, d'avoir unifié en son sein pour la lutte toutes les composantes du peuple sahraoui. Le commerçant de la Guera qui rejoint le Front en 74 et que nous rencontrons alors qu'il descend de la land-rover avec laquelle il a conduit une famille de Mahbes, l'étudiante d'El Aïoun à qui le Front demande de faire la classe aux petits en plein désert, l'étudiant du Maroc qui, en 1972, est venu dans la région du Sud Maroc participer à l'agitation politique parmi les réfugiés sahraouis qui manifesteront à Tan Tan, aussi bien que les ouvriers de Bou Craa, les habitants des villes, les nomades, et finalement les soldats et la police territoriale. «Rappelons nous ce qu'était le POLISARIO au début, quelques gens avec des armes rudimentaires qui allaient se réfugier dans les montagnes, maintenant nous avons des zones libérées, nous sommes là, parce que nous avons d'abord compté sur nous-mêmes. On va avoir faim, on mourra peut-être, mais c'est pour notre pays, nous n'avons pas à attendre que les autres nous apportent tout, nous devons bouger»

... Voilà la force qui s'est levée, représentée par une femme armée qui parle aux membres du camp, voilà le Front POLISARIO, c'est le peuple uni pour l'indépendance.

Grégoire CARRAT

SAHARA OCCIDENTAL

de notre envoyé spécial G. CARRAT



AHMED OULD KAÏD : "20 années de lutte sahraouie"

«Au début de la révolution, nous étions peu nombreux, mais quand on s'appuie sur la réalité du peuple, la révolution mobilise tout le peuple. En même temps, que nous menons les opérations militaires, nous poursuivons le travail politique dans le peuple. Au lieu de quelques dizaines de personnes organisées dans l'armée, nous avons pu construire une véritable armée populaire avec le soutien du peuple dans tout le territoire». L'homme qui parle est solide comme un roc, très trapu, le visage marqué par le soleil, c'est Ahmed, un des responsables militaires du Front Sud ; il est engagé actuellement dans la bataille de Bir Moghreim. Il est venu s'entretenir avec nous sous notre tente, autour du plateau où sont disposés les verres et la théière. C'était le combat le plus recherché par les espagnols qui reconnaissent ses grandes capacités de chef militaire dans la Révolution Sahraouie. En 1957, il est entré dans l'Armée de Libération Nationale organisée par l'Etat-major marocain. Le roi avait envoyé les chefs de l'ALN marocaine dans le Sud pour favoriser l'ascension des militaires venus de l'armée française comme Oufkir, à Goulimine, au sud du Maroc par l'intermédiaire des marchands sahraouis qui commençaient à regrouper des troupes sahraouies qui bientôt occuperaient la plus grande partie du Sahara avant d'être sauvagement réprimées par une coalition franco-espagnole. En échange de la province de Tarfaya, le roi du Maroc cessait le ravitaillement de l'armée et laissait détruire l'ALN sahraouie. L'ALN, c'est l'armée des soldats sahraouis. «La direction de l'ALN, seule, était marocaine, les soldats eux étaient sahraouis, elle était organisée sur une base tribale, et la conscience politique était faible, certains voulaient leur propre libération du pays, mais les plus nombreux voulaient mener la Djihad, la «guerre sainte», comme on faisait dans le passé. Parmi eux, nom-

breux ont rejoint l'Algérie et la Mauritanie après la défaite parce qu'ils ont refusé d'intégrer l'armée marocaine, certains ont été intégrés à une troupe nomade ; à cette époque, je commandais une petite unité et en 1958, je fus emprisonné pendant six mois. Dès ma libération, je retournais à El Aïoun, à cette époque, commence à se fonder une véritable conscience nationale.

Début 1967, Bassiri est pourchassé par l'armée marocaine, parce qu'il a créé le journal Al Chuhad («Le Flambeau») et affirme les droits du peuple sahraoui. Les Espagnols l'emprisonnent trois mois et refusent de lui donner une carte d'identité. Dès sa libération, il prend contact avec des gens connus pour leur patriotisme et nous organisons le mouvement. Dès 1968, la mobilisation populaire commence très largement, de nombreux supplétifs de l'armée espagnole elle-même appartiennent au Mouvement.

LA MANIFESTATION DE 1970

Dans l'organisation, il y avait deux tendances, l'une pensait qu'il fallait organiser la lutte armée, Bassiri moi-même en faisions partie, l'autre tendance qui pensait que des manifestations pacifiques pourraient faire reculer l'Espagne l'emportait. Non seulement parce qu'elle était majoritaire dans le mouvement mais également parce qu'elle correspondait aux idées de la majorité du peuple. Le 17 juin 1970 fut une expérience importante. Nous avions choisi le jour de la fête de l'intégration du Sahara à l'Espagne pour organiser une grande manifestation patriotique. La troupe tira il y eut des dizaines de morts, Bassiri et moi avons été arrêtés dès les premières heures, jamais nous n'entendrons plus parler de lui, jamais les Espagnols ne voudront avouer quel sort lui a été réservé. J'ai été prisonnier aux Canaries puis à Dakhla

(Villa-Cisneros). En 1971 nous avons été libérés. A partir de cette époque, nous voyons qu'il n'y a qu'un moyen pour libérer le Sahara : c'est la lutte armée. Nous entreprenons un important travail d'organisation ; avant 1970, nous n'avions pas pris contact avec les réfugiés ; maintenant des gens partent vers la Mauritanie pour organiser les masses ; c'est la condition pour libérer le Sahara. Au Maroc également, on organise les Sahraouis. Ouali, le secrétaire du Front Polisario aujourd'hui, travaillera pendant plusieurs mois parmi les réfugiés de la province de Tarfaya.

LE PREMIER CONGRÈS DU FRONT SE TIENT AU SAHARA

Enfin le 10 mai 1970, nous organisons le congrès constitutif du Front Polisario au Sahara. Chaque jour, nous changeons de campement pour échapper à la vigilance des espagnols. Le 20 mai à Kangha au nord de Jdiria, nous organisons notre première action armée en occupant le poste militaire où nous récupérons des armes et des chameaux. Nous avons ensuite mené de nombreuses opérations. Après la visite de l'ONU, en mai 75, les soldats sahraouis de l'armée espagnole ont rejoint massivement le Front puis ce fut l'accord tripartite (Espagne, Mauritanie, Maroc) qui vendait notre pays. La plupart de ceux qui ne s'étaient pas engagés encore nous rallièrent». Cet homme qui nous a résumé 20 ans de lutte du peuple sahraoui, 20 années de sa vie, après avoir pris un dernier verre de thé, nous quitte en soulignant : «Il y a d'autres tâches pour le front de Bir Moghreim, la garnison mauritanienne ne peut plus être ravitaillée que par deux petits avions. Ils ne peuvent rien face à la force d'un peuple dont l'histoire est si riche».



depuis deux jours, pour échapper aux Marocains ; l'un de nos amis a été égorgé, nous avons vu des femmes éventrées par des soldats marocains. En accord avec le POLISARIO, nous avons décidé de partir». Le voyage a duré deux jours, les familles avaient rassemblé leurs affaires et les avaient camouflées dans un oued, puis elles étaient parties à pied. A la nuit, un camion du Front est venu pour récupérer les colis et recueillir les gens et les amener ici, à Boujemaa. Venus de el Aïoun, de Smara, anciens réfugiés de Mauritanie ou du Maroc, ils se retrouvent ensemble et s'organisent parce qu'ils n'ont qu'une terre : le Sahara, qu'une volonté : la libérer.

artificiel étranger à la population. Ils essayaient de mettre les tribus en concurrence, d'exciter leur particularité, par exemple à El Aïoun, tel jour les R'Ghitat seuls pouvaient aller chercher leur bulletin de naissance, et l'autre jour, c'était les Aïd Houssa et ainsi de suite, dans le seul but de diviser. Mais maintenant, nous n'avons qu'une organisation : le POLISARIO».

Le Front s'était organisé en cellules sur tous les points du territoire, toutes les familles que nous avons vues avaient rallié le Front en 73, en 74, contre les Espagnols. Dans le Front sont organisées les femmes, dans l'Union des Femmes, les hommes et les jeunes par cellules, la milice.

«NE DEMANDE JAMAIS A QUELQU'UN DE QUELLE TRIBU ILEST»

«Ne demande jamais à quelqu'un de quelle tribu il est, il te prendrait pour un

«MAINTENANT, JE CROIS A MON PEUPLE...»

«Avant nous ne pensions qu'à nous procurer de quoi

santé

**L'ASPIRINE :
UN MÉDICAMENT EFFICACE...
MAIS QUI N'EST PAS SANS DANGERS**

L'acide acétyl salicylique, c'est la substance de base du médicament le plus utilisé en France contre les douleurs, la fièvre, la migraine... Il rentre dans plus de quarante spécialités sous des présentations et dosages divers mais on le reconnaît dans tous en lisant la formule du médicament.

**LA PUBLICITÉ
MENSONGÈRE**

En ce moment, dans la presse bourgeoise, une campagne publicitaire est lancée pour faire acheter encore plus ce médicament.

Cela commence par : «ne dérangez pas inutilement votre médecin, essayez d'abord x...» ou bien «la plupart des médicaments sont inutiles... n'achetez que celui qui marche vraiment : x...»

Cette publicité répond aux besoins de la médecine de crise qui vise à forcer les travailleurs à consommer moins de médecine sans toutefois tuer le profit et qui s'adapte à une situation où les travailleurs ont de plus en plus de mal à payer des ordonnances trop chères. Mieux vaut dépenser 5 ou 10 F chez le pharmacien qu'une visite et une ordonnance.

Cette publicité au titre accrocheur, vante ensuite les effets des «salycés» passant sous silence leurs inconvé-

nients pour conclure comme dans le «livre blanc de l'aspirine» (offert gracieusement dans les pharmacies) : achetez la marque x...

**UN MÉDICAMENT
A RISQUE**

Ce qu'il faut savoir sur ce médicament qui rend beaucoup de services chez les enfants en cas de fièvre, chez

vaisseaux du nez, il est dangereux de prendre une dose supérieure à 1 gramme par jour (2 à 3 comprimés selon les présentations), car il peut entraîner des saignements de nez intarissables.

● Les femmes qui l'utilisent en période de règles voient souvent leurs règles augmenter.

● Surtout, ce médicament est une des causes impor-

● De plus la coagulation peut être freinée (par diminution de la fabrication hépatique des facteurs de la coagulation entre autres) surtout chez les malades dont le sang coagule moins bien que la normale (hémophiles, cardiaques, malades sous anti-coagulants...)

● Elle peut être aussi à l'origine d'anémies importantes chez le nouveau-né (par destruction ou transformation de l'hémoglobine) et ne doit être administré ni à la femme enceinte en fin de grossesse, ni aux bébés avant le dixième jour.

- les troubles digestifs

Il n'est pas rare de voir des douleurs gastriques, des brûlures, des crampes, des nausées. Les salicylés peuvent déclencher une poussée ulcéreuse ou réactiver un vieil ulcère, dans de plus rares cas.

- autres troubles

Ils peuvent être à l'origine de manifestations allergiques le plus souvent à type d'asthme (crises importantes cédant en quelques heures) ou d'urticaire géant (plaques rouges qui démangent particulièrement et gagnent tout le corps), plus rarement de crises généralisées avec suffocations, enfin de lésions rénales (destruction des cel-

lules tubulaires rénales, élimination urinaire de globules rouges).

C'est pourquoi ce médicament doit être évité au maximum chez tous les malades digestifs, les hépatiques, les malades rénaux, les femmes enceintes en fin de grossesse, les maladies sous anti-coagulants, ceux qui saignent facilement.

Dans les autres cas ils peuvent être utilisés prudemment en s'en tenant à 2 grammes par jour (en consommation courante, sans prescription médicale.)

Les présentations effervescentes, tamponnées, éhrobées présentent certains avantages (moins de brûlures, moins d'hémorragies) mais ont parfois un délai d'action plus long.

Lorsqu'un signe d'hémorragie (saignement des gencives, du nez...) ou d'allergie se manifeste, le médicament doit être arrêté. En général les signes légers disparaissent sans séquelles quelques heures après l'arrêt.

Utilisé avec prudence, sans excès et jamais de façon permanente, c'est un médicament efficace, indispensable chez les enfants en cas de fièvre ou lors des douleurs vives (poussées rhumatismales, maux de tête...)

docteur QdP



les adultes dans les rhumatismes, les fièvres accompagnées de maux de tête trop importants, ce sont ses inconvénients, afin de l'utiliser à bon escient et de l'arrêter dès les premiers troubles.

- le danger hémorragique

● Lors d'un rhume important avec congestion des

tantes d'hémorragies digestives se manifestant par des vomissements de sang ou des selles noires.

La fréquence de la prise de salycés dans les 48 H qui précèdent l'entrée à l'hôpital est de 51 % à 58 % chez les malades admis pour hémorragie digestive contre 11 % à 26 % dans les groupes admis pour d'autres raisons.

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

**PLUS D'UN SIÈCLE
DE LUTTES
DANS LES MINES**

**LES FEMMES
DE MINEURS
DANS LA LUTTE**

Les femmes jouent également un rôle irremplaçable dans la tenue des piquets de grève. Fin mai et début juin, elles ont prêté main forte aux hommes pour les piquets devant les puits, où elles se rendent dès 4 heures du matin. Souvent, les femmes prennent la relève des hommes traqués, arrêtés et se placent au premier rang. Elles forment elles-mêmes des piquets devant les puits en grève. Lorsque la répression est trop dure, les femmes montent la garde non plus aux portes des puits, mais à chaque entrée et sortie des cités où elles peuvent se cacher facilement dans les maisons voisines, en cas de nécessité. Les corons vont être ainsi une base essentielle pour l'organisation de la poursuite de cette grève de mai-juin 41. Dans les rues des corons, les

femmes dressent parfois des barrages avec des poubelles et tous les objets qui leur tombent sous la main. Les «jaunes» sont peu nombreux mais, malheur à ceux qui essaient de se rendre au puits : les groupes de femmes les arrêtent, leur prennent leur musette et leurs vêtements et les reconduisent chez eux, ils sont mis en quarantaine dans la cité. Le rôle joué par les femmes est tel que les autorités d'occupation leur interdisent désormais de sortir de leur domicile une demi-heure avant et après l'entrée et le sortie des postes dans les mines.

Pour aider à l'extension de la grève, des groupes de femmes, se couchent sur les voies ferrées pour stopper les trains des mines. La nuit, elles vont mettre des tracts dans les cités.

La lutte des femmes du pays minier qui agissent en liaison avec les comités d'Unité syndicale et d'Action, ne se limite pas aux corons, elle s'étend aux usines où parfois elles tra-

vailent. C'est le cas de l'usine Agache à Seclin, une filature où les ouvrières sont pour la plupart des jeunes filles des mines de Billy-Montigny, Hénin-Liétard, Dourges, Libercourt. Dans cette usine, la grève déclenchée le 4 juin, va durer une semaine, à un moment où la répression, les arrestations de mineurs en grève s'intensi-

très salissant : balais, savon, etc... La grève de l'usine, c'est autant d'étapes en mains pour les canons des Allemands qui finalement, imposeront avec les baïonnettes, la reprise.

Le 7 juin 1941, dans son rapport aux autorités nazies, le préfet du Nord est contraint de noter le rôle

solidarité, les femmes travaillent dans une filature de Seclin (Nord), mais domiciliées dans les communes du Pas-de-Calais où habitaient les mineurs arrêtés, se mettaient en grève en recommandant aux hommes de la même usine, de s'abstenir de faire grève, par crainte de leur arrestation possible. Dans les mines, les femmes



fient. Dans la lutte conduite par Noëlle Burny qui sera détenue plusieurs semaines avec d'autres camarades, les ouvrières affirment leur solidarité avec les mineurs et réclament notamment des moyens contre le travail

important des femmes dans la lutte : «L'autorité allemande, ayant procédé, dès le 3 juin, à l'arrestation d'un certain nombre de mineurs dans les mines du Pas-de-Calais, on pouvait constater, le lendemain 4 juin, que, par esprit de

constituaient des piquets de grève et à chaque relève de poste, la gendarmerie allemande, devait intervenir pour les empêcher de débaucher les mineurs qui se rendaient à leur travail.

(à suivre)

programme

MARDI 13 JANVIER

TF 1
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES l'adoption
19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL d'après M^{re} Floriot
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'ÂME D'UN POÈTE NOMME CHARLES TRENET
21 h 40 - 1976 : QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI ?
22 h 40 - PLEINE PLAGÉ
23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN Pamela - Débat : L'énigme du Temple et Louis XVII
23 h 20 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE La comité de soutien à l'armée
19 h 55 - FLASH Journal
20 h 30 - LES CANONS DE CORDOBA Film américain (1970)
22 h 00 - JOURNAL et fin

NOTRE SÉLECTION

Trois cents patrons ont été réunis pour un débat avec 5 membres du gouvernement : Chirac, Fourcade, d'Ornano, Durafour, Ségard. Les questions porteront sur la «reprise», l'intérêt de ce débat est dans les indications qui pourront être fournies sur ce que nous réservent patronat et gouvernement.

Quant aux «Dossiers de l'Écran», Armand Jammot se déconsidère une nouvelle fois. Le débat portera sur «l'énigme du Temple et Louis XVII», passionnant sujet d'actualité comme on peut en juger, bien dans la lignée du feuilleton sur Marie-Antoinette, à croire que la télévision est devenue le repaire des nostalgiques de la royauté. Le film présenté en introduction au débat a été tourné pendant l'occupation. Il n'y a rien à attendre de tout cela sinon l'art de falsifier l'histoire.

A la Tribune Libre sur FR3, la parole est donnée au fasciste Dupuy de Méry, petit führer du Comité de Soutien de l'Armée qui viendra appuyer la répression contre les appelés et les syndicalistes.

LIBAN l'armée contre la Résistance

suite de la page 1

Le blocus des camps a provoqué une reprise des combats, qui ont atteint une violence sans précédent, faisant pour la journée de dimanche une centaine de morts. L'armée libanaise a alors prétendu franchir les lignes des forces palestiniennes et progressistes, sous prétexte de faire passer ce même convoi. Repoussés fermement, les véhicules de l'armée ont, au cours de leur retraite, écrasé une land-rover de la Résistance, faisant trois morts parmi ses occupants.

En même temps, l'état d'alerte était proclamé dans les casernes de Beyrouth, les officiers libanais recevaient l'ordre de se retirer des organes dans lesquels ils siégeaient aux côtés de représentants de la Résistance.

Il semble ainsi qu'on s'achemine vers une intervention directe de l'armée libanaise dans le conflit en cours, aux côtés des forces réactionnaires. Ainsi, se conjugueraient les forces armées auxquelles la Résistance palestinienne a déjà dû faire face, ce qui mettrait gravement en danger son action sur le territoire libanais.

Au même moment, au Conseil de Sécurité de l'ONU, les Etat-Unis, comme l'URSS ne manqueraient pas de tenter d'engager l'Organisation de Libération de la Palestine dans une solution «négociée», d'essayer de lui imposer la renonciation à son but fondamental de libération de toute la Palestine. L'aggravation de l'offensive dirigée contre elle au Liban vise sans aucun doute à favoriser ces manœuvres.



ANGOLA : L'AFRIQUE DIVISÉE

L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a commencé hier ses débats à huis clos après une séance d'ouverture publique de sa session consacrée spécialement au problème de l'Angola. Les positions en présence opposent un groupe d'Etats favorables à la reconnaissance du seul Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) à d'autres pays qui souhaiteraient voir l'avènement d'un gouvernement de coalition tripartite, regroupant les trois mouvements de libération

A l'ouverture de la séance à huis clos, les informations faisaient état de vingt trois pays partisans de la première position, et vingt-deux de la deuxième.

Samora Machel, président du Mozambique, a dénoncé l'intervention des racistes sud-africains, indiquant : «Il n'est pas surprenant que les sud-africains interviennent, car ils ont soutenu pendant longtemps les colonialistes portugais ; c'est la logique de l'apartheid». Il a appelé les délégations africaines à «fournir tout le soutien nécessaire

au MPLA pour qu'il chasse les envahisseurs».

De son côté, le président Senghor, représentant du Sénégal, a indiqué que la forme de gouvernement de l'Angola devait être décidée par les seuls Angolais. Il a appelé à l'unité entre les trois parties angolaises du conflit, affirmant qu'une solution africaine devait être trouvée à un problème africain, «sans vainqueur, ni vaincu», et appelant à la cessation de toute intervention étrangère : il condamnait ainsi, non seulement l'intervention occidentale, mais aussi l'intervention cubaine.

Ainsi, si l'intervention de l'Afrique du sud fait contre elle l'unanimité des pays africains, depuis longtemps familiarisés avec ce type d'oppression dans leur continent, l'intervention soviéto-cubaine, qui alimente aujourd'hui pour l'essentiel la guerre du côté du MPLA, divise gravement l'OUA, sous le double effet des pressions occidentales sur certains Etats et du manque d'expérience du caractère impérialiste de l'URSS d'aujourd'hui.

Espagne suite de la une

PAR TÉLÉPHONE

DE MADRID

De leur côté, les ouvriers de Standard Electrica-ITT et de Chrysler (au total 26 000 ouvriers) ont lancé une riposte de masse aux mesures de lock-out dont ils font l'objet. A Villaverde, ils ont organisé samedi dernier, une grande manifestation et une assemblée générale à laquelle se sont joints les habitants de ce quartier populaire - soit 20 000 personnes environ. Pour disperser la manifestation, la police a fait usage de grenades lacrymogènes, matraques et balles en caoutchouc. D'autres manifestations d'ouvriers de Standard ont eu lieu dans différents autres quartiers populaires de Madrid, à Barajaz, par exemple. Le centre de recherche de Standard de ce quartier, seul centre à ne pas avoir été touché par les mesures de lock-out, a été paralysé par la grève de solidarité déclenchée par une centaine de travailleurs, jusqu'à ce que la police intervienne pour les expulser.

Pour leur part, les ouvriers licenciés de «Métaux Précieux» et les ouvriers en lutte de Métal Mazda (Phillips) ont tenu une assemblée à Valiecas (banlieue ouvrière de Madrid), qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes, dont des habitants du quartier.

Cette présence, de plus en plus nombreuse, de membres des commissions de quartier dans les assemblées des ouvriers en lutte, témoigne de la solidarité du peuple avec la classe ouvrière espagnole. Ainsi, le quartier populaire de Getafe : il y a au total douze usines lock-outées, et les autres entreprises sont en grève. Les travailleurs des entreprises fer-

mées avaient décidé samedi dernier de se rendre dans leurs usines : ils en furent empêchés par la police, puis par la Garde Civile. Ils se réfugièrent alors dans différentes églises, dont celle de Fatima, d'où ils sont de nouveau expulsés par la Garde Civile qui procéda à de nombreuses arrestations. Ils se retrouvent alors en assemblée générale sur la place d'Espagne, où ils décident d'une seconde manifestation pour le soir, afin de permettre au maximum d'ouvriers de pouvoir s'y rendre. Le soir, vers 19h, ce seront plus de 20 000 personnes qui défilèrent aux cris de «Non aux licenciements ! Non au blocage des salaires ! Amnistie !» et feront face aux assauts répétés de la Garde Civile.

De nombreux autres quartiers populaires ont vu se développer les manifestations de solidarité avec les ouvriers madrilènes en lutte et la tenue d'assemblées populaires convoquées à l'initiative des commissions de quartier. Dimanche, c'est dans les quartiers de Palomeras et Moratalaz que se sont tenues des assemblées de quartier avec la participation de travailleurs du métro du bâtiment et des usines Standard. Le soir, plus de 500 personnes organisaient une manifestation devant le bain de Carabanchel.

Les services du secteur tertiaire ont été eux aussi paralysés par des débrayages de solidarité tant à

Madrid qu'à Barcelone. 200 travailleurs des Postes de Madrid se sont enfermés samedi dans l'église du Bon Pasteur à Vallecas, pour tenir une assemblée permanente et décider des actions futures pour défendre leurs revendications qui depuis trois mois n'ont reçu pour seule réponse que l'intervention de la police. Cette dernière a d'ailleurs, une fois de plus, bouclé le quartier samedi soir. Dans le même temps, les employés du téléphone de Barcelone (3000 environ) ont occupé pendant une heure les centraux pour faire connaître leurs revendications.

Les masses populaires espagnoles ne ratent aucune occasion pour faire savoir à Juan Carlos que la lutte continue. Dimanche, suite aux différentes convocations lancées dans les assemblées de quartiers dans les jours précédents, 10 000 personnes se sont retrouvées au stade madrilène Calderon pour crier, à la fin du match que «le peuple uni ne sera jamais vaincu !» et exprimer son refus de la monarchie et de sa politique de blocage des salaires. Elles sont ensuite parties en manifestation vers Embajadores, où la Garde Civile les a dispersées avec grenades lacrymogènes et matraques ; n'épargnant même pas les personnes âgées qui, nombreuses, avaient tenu à venir exprimer leur solidarité avec la classe ouvrière, qui, debout, est en lutte contre l'exploitation et l'oppression.

Palestine occupée : résistance contre les confiscations de terres

Depuis quelque temps, les autorités ont mis la main sur beaucoup de terres du village de Kaffar Kaddoum (près de Naplouse), rasant les arbres et tout le reste pour établir une colonie. Les habitants du village, qui empêchaient en signe de protestation le passage des bus transportant les ouvriers de la colonie, ont été emprisonnés en grand nombre. Cette répression soulève l'indignation dans la région de Naplouse.

A Rafah (région de Jérusalem), après avoir déjà volé de nombreuses terres, les sionistes ont donné un délai de deux semaines à la population pour évacuer les terres «non-cultivées». Après la venue des dix policiers apportant cet ultimatum, les villageois se sont réunis, décidant de résister, organisant des manifestations et coupant la route qui mène au village.

Les fedayins opérant en territoire occupé depuis 1948, ont incendié une usine de papier et un café à Tel Aviv.

bombe à l'ONU

Une bombe a été déposée sous le bâtiment de l'ONU. Elle devait éclater au moment où commençait la réunion du conseil de Sécurité auquel l'Organisation de Libération de la Palestine participe en tant qu'observateur. L'attentat est attribué généralement aux organisations terroristes sionistes.

coup d'Etat en Equateur

Le général Rodriguez Lara, qui gouvernait l'Equateur depuis 72 a dû abandonner le pouvoir, sous la pression d'une junte militaire composée de représentants des 3 armes : Alfredo Poveda Burbano, Guillermo Duran Arcentales et Luis Lecro Franco. Le général Lara, avait fait entrer son pays dans l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole) ainsi que dans le SELA, système économique latino-américain. Mais sa relative volonté d'indépendance ne s'était pas concrétisée contre les pressions US, en particulier de la Texaco-Gulf Cie, qui avait entrepris le boycott de la commercialisation du pétrole, et le gouvernement Lara avait accepté de baisser de 43 cents le prix du baril de pétrole ; il avait également renoncé à renouer des relations diplomatiques avec Cuba.

IRAN la réforme agraire entreprise de dépeuplement des campagnes

La presse bourgeoise parle souvent de l'Iran mais jamais de la vie du peuple iranien, jamais de la dictature sanginaire du Shah. Pour briser cette conspiration du silence, nous avons réuni 3 étudiants iraniens, Touradj, Ali et Mohamad et une étudiante, Parvin, pour nous donner quelques aperçus de la réalité de la vie en Iran.

Quotidien du Peuple : Le peuple iranien c'est d'abord les paysans iraniens ; le Shah a fait grand bruit autour de sa réforme agraire. Pourriez-vous nous l'expliquer ?

Parvin : Le but officiel de la réforme, c'est la mécanisation de l'agriculture. Ainsi, un féodal devra abandonner - moyennant une forte indemnité - des terres non rentabilisées, même si elles sont assez grandes pour regrouper 2 ou 3 villages.

Touradj : De toutes façons, le Shah fait ce qu'il veut, par

exemple la réforme stipule la nationalisation des eaux et forêts - c'est-à-dire leur passage au «domaine impérial». Ça lui a permis d'exproprier beaucoup de petits paysans qui se servaient de la lisière des forêts comme pâturages pour leurs moutons. Après, sous prétexte que la mécanisation ne pourrait pas y être appliquée, il a donné - même pas vendu - beaucoup de ses nouvelles terres à des membres de son entourage.

Ali : En fait, il s'agit d'une entreprise de dépeuplement des campagnes systématique. Le 1er ministre a déclaré : «Il y a 56% de la population iranienne dans les campagnes, dans 15 ans, ce pourcentage devra arriver à 25%». Cela crée des armées de chômeurs qui vont accepter n'importe quelles conditions de travail dans les usines ou dans le bâtiment.

QdP : Il y a quand même une certaine redistribution des terres ?

On annonce l'arrivée à Paris de l'impératrice Farah Diba. Alors que la terreur fasciste se renforce contre le peuple iranien et que 10 patriotes et révolutionnaires attendent le peloton d'exécution, l'impératrice d'Iran vient faire ses emplettes en France. Nous dénonçons les liens qui existent entre la bourgeoisie française et le régime fasciste du Shah, nous n'accepterons pas que l'une de ses représentantes vienne dans notre pays, et nous lui ferons savoir que les travailleurs de notre pays sont solidaires de la lutte héroïque du peuple iranien contre le fascisme.

Parvin : Oui, mais la plupart du temps, les parcelles données sont trop petites, les paysans ne reçoivent aucune aide quant à l'eau et aux capitaux, à moins de s'endetter complètement. Seule une toute petite minorité a pu tenir jusqu'à présent. Mohamad : La réforme agraire, cela signifie aussi l'abandon des cultures alimentaires traditionnelles pour des cultures plus «rentables» qui ne servent pas le peuple, par exemple les Israéliens ont développé dans le sud des productions comme l'avocat, l'artichaut, les asperges, l'huile de soja entièrement destinées à l'exportation vers

le Japon ou les USA et dont le peuple ne voit jamais la couleur. La même chose se passe d'ailleurs pour des productions alimentaires comme le caviar, le thon... Par contre, maintenant on est obligé d'importer d'énormes quantités de blé et de riz qui sont la base de l'alimentation traditionnelle. La même chose pour la viande et toutes sortes de produits alimentaires. Alors les prix ont monté considérablement : un kilo de riz peut coûter 70 rials alors qu'un ouvrier en gagne au maximum 120 par jour. (demain, la situation dans la classe ouvrière)